

Le Club de prospective
économique rennais

La vie des entreprises locales

Les faits marquants de 2005

Synthèse

2005 est marquée par une reprise des activités de l'informatique et un développement de la convergence numérique (télévision et radio numériques notamment). L'innovation reste le moteur de l'agroalimentaire, dans un contexte de concentration des établissements. L'automobile, confrontée à un marché national et européen morose, résiste.

Le Club de prospective économique rennais réalise des exercices prospectifs sur les filières d'activités économiques du bassin d'emploi rennais. In fine, son objectif consiste à porter l'information sur la santé économique des entreprises locales et sur leurs perspectives de développement auprès des responsables de l'aménagement territorial et des décideurs.

Il dresse des diagnostics sur le dynamisme et l'ancrage local des établissements par secteur d'activités. En établissant une relation directe avec les chefs d'entreprises, dont les points de vue alimentent le diagnostic, son ambition est de contribuer à rapprocher les logiques entrepreneuriales de celles de l'aménagement du territoire.

Dans le cadre de cette mission, l'Audiar mène une intelligence économique territoriale. **Cette note livre une synthèse des faits marquants concernant le tissu économique local, publiés dans la presse durant l'année 2005.** L'analyse ne prétend pas à l'exhaustivité, elle s'intéresse aux secteurs qui ont nourri l'actualité, à l'exception du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration.

Elle est complétée par un état de l'avancement des pôles de compétitivité labellisés par la DIACT (Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires), pour chacune des filières.



Février 2006

Des équipementiers automobile en restructuration dans le monde et localement

Selon le Comité des constructeurs automobiles français (CCFA), le marché national a dépassé le seuil des 2 millions de véhicules neufs (+ 2,7 %). Mais l'exercice est marqué par deux caractéristiques : un essoufflement des ventes au second semestre et un recul des marques françaises (- 7,9 % contre + 6,4 % pour les marques étrangères).

Par ailleurs, le marché européen est stable (-0,2 % en Europe occidentale et -0,7 % en Europe orientale). PSA se place au 2^e rang des ventes européennes (derrière le groupe Volkswagen) avec 13,5 % de parts de marché, en baisse de 2,9 % par rapport à 2004.

Or les stocks ne peuvent pas être augmentés car leurs coûts sont élevés. De ce fait, les constructeurs ont pour seule variable d'ajustement l'emploi (taux d'intérim en baisse, réduction des équipes). Le groupe PSA s'attend à un nouveau renchérissement de 250 à 300 millions de son poste "achat de matières premières", dont 80 % au titre de l'acier.

Outre la difficulté des marchés, PSA a été reconnu coupable de pratiques anticoncurrentielles par la commission européenne, qui lui a infligé une amende de 49,5 millions € (Volkswagen, Opel et DaimlerChrysler ont déjà été condamnées pour ce même motif). L'analyse de l'établissement rennais de PSA peut être replacée dans ce contexte.

► PSA

L'activité de l'établissement rennais de PSA (10 120 personnes au 31/10/05) s'inscrit dans le contexte de morosité des ventes, de concurrence particulièrement dure entre constructeurs et de hausse du coût des matières premières. Mais à l'échelle locale, les résultats sont favorables. Selon la Banque de France, le chiffre d'affaires de l'industrie bretonne affiche une hausse de plus de 11 % en 2004, essentiellement grâce à PSA Rennes. Sans La Janais, la croissance serait de + 3 % (soit davantage que la moyenne française).

Les investissements de PSA à Rennes sont les suivants :

- 380 millions € en 2002-03 pour la création d'un atelier de peinture et l'adaptation des lignes à la 407 ;

- 184 millions € en 2004-05 pour l'assemblage des véhicules ;

- 255 millions € en 2006-07 pour parfaire l'organisation du site.

Ils ont permis de produire 340 000 véhicules en 2005 selon 3 silhouettes différentes : C5, C6 et 407. Le site fabriquera prochainement la X6 (remplaçante de la XM) et la D25 (remplaçante de la 607). Cette diversité des modèles devrait équilibrer le plan de charge sur le long terme, ce qui est une garantie de stabilité.

L'établissement rennais s'oriente toujours vers le haut de gamme (coupé 407 et C6) dont les finitions sont réalisées en partie à la main. L'industrie automobile passe ainsi au sur-mesure de masse ("mass customisation").

Les effectifs et le plan de charge sont très variables : de février à octobre 2005, une équipe de week-end a été mise en place pour répondre à l'alimentation des concessionnaires en nouvelles 407 et C5 restylées. En mai la Direction a annoncé 250 recrutements supplémentaires en CDI. Mais dès décembre 5 journées ont été chômées pour faire face à la moindre demande, notamment sur la 407 et la C5. L'équipe de nuit sera arrêtée fin février 2006 afin de réduire les stocks. Les personnes en CDI seront replacées sur les équipes de jour et les intérimaires ne seront pas reconduits.

► CF GOMMA

CF Gomma, implantée en 1954 à La Barre Thomas à Rennes, a déposé son bilan le 1^{er} décembre 2005 auprès du Tribunal de commerce de Nantes. L'entreprise est engagée dans une procédure de redressement judiciaire, faisant suite à une situation de cessation des paiements. Cela permet de mettre en place un plan permettant la poursuite de l'activité, le maintien de l'emploi, l'apurement du passif et donc d'éviter la liquidation.

Au 31 décembre 2005, 2 031 salariés sont dans l'attente d'une décision (y compris 91 personnes déjà en cessation anticipée d'activité) sachant que "la baisse des effectifs est une tendance lourde" (George Alain Rintzler, Directeur du site, 18 décembre 2005).

La situation financière de CFG s'expliquerait par les difficultés générales rencontrées par les équipementiers (hausse du prix des matières premières, pression des constructeurs, baisse

des commandes) et le fait que l'établissement rennais a dû s'endetter pour acquérir l'usine polonaise de Czeszochowa (1 000 salariés, 36 millions € d'investissement). L'ancien DAF de la société entre 2000 et 2004 a déclaré que de nombreuses erreurs de gestion ont été commises lors du rachat en 1999 par les Italiens.

La banque Lazard cherche un repreneur depuis près d'un an. Une trentaine d'investisseurs ont été sollicités, aucun n'a donné suite pour l'instant. Une partie des commandes a été transféré à deux sous-traitants, Gumaplast (Serbie) et Hubei-Rock (Chine). PSA représente encore 95 % de la clientèle de cette société.

► Les autres équipementiers locaux

Une enquête menée dans le Grand-Ouest établit que la moitié des 900 équipementiers ont des problèmes de trésorerie. En effet, les équipementiers qui remportent les appels d'offre des constructeurs sont assurés de produire une pièce pour un modèle mais pas un volume, qui dépend du succès commercial du véhicule. Cela peut les mettre en situation difficile. Ils se réorganisent en conséquence, ainsi :

- L'activité couture de **Faurecia-Siebert** serait transféré de Crévin au Portugal. Les 19 personnes de cet atelier seraient employées à l'usine de mousse pour sièges de Redon. Cette filiale de PSA, qui compte 8 100 salariés en France, doit faire face à la concurrence de deux solides américains : Lear et Johnson Controls. Elle a annoncé un plan d'amélioration de sa rentabilité. Par ailleurs, Faurecia, qui compte 9 usines en Pologne, a ouvert deux sites en Slovaquie afin d'accompagner les constructeurs à l'Est.
- **Legris Autoline** (Guichen, 100 collaborateurs, 30 millions € de CA) est à vendre. Le groupe estime que sa filiale de fabrication de raccords pour l'automobile est un équipementier de taille trop modeste et entend la rapprocher d'un partenaire.
- **Solutions Plastiques** (58 emplois à Guichen, en redressement judiciaire suite à des problèmes de trésorerie) a annoncé 32 licenciements.

Soulignons cependant les développements favorables de la filière :

- Le groupe japonais **Sanden** a confirmé la "promotion" du site technologique et d'essais de Tinténiac en centre de R&D. Aux 900 salariés actuels s'ajouteront une centaine de postes, dont des ingénieurs.

- **PCI** (Le Rheu) a développé une station de soudage laser innovante pour PSA, en collaboration avec l'institut Maupertuis de KerLann
- **Bretagne Ateliers** (200 salariés) a inauguré en décembre les 15 000 m² de son site industriel de la Touche Tizon.
- **Lear corporation** recrute 100 ouvriers pour son usine de Guipry. Elle fait appel à la méthode des simulations mise au point par l'ANPE pour La Janais.
- **Kenwood** (Janzé, 100 salariés, spécialisés dans les autoradios) sert désormais de base d'approvisionnement des constructeurs en systèmes de navigation pour automobiles haut de gamme.

Sur le plan international, on remarque une tendance chez les équipementiers à regrouper les centres de R&D et les usines :

- **Faurécia** regroupe pour 11,2 millions € ses trois usines de Flers (Orne) sur un campus industriel (1 825 salariés, 40 000 m²) comprenant l'école des mécanismes.
- **Vistéon** investit fortement dans son centre de R&D à Kerpen (Allemagne).

Il faut aussi noter la débâcle des équipementiers américains. **Vistéon** a transféré à Ford, son ancienne maison mère, 24 usines américaines. Le constructeur s'était séparé de ses activités d'équipementier pour se concentrer sur son métier de concepteur/assembleur. Mais Vistéon a cumulé les pertes et a subi la baisse de parts de marché de Ford, qui lui assure 70 % des commandes. L'industriel restructure donc les activités de son équipementier et annonce 5 000 suppressions d'emplois sur les 17 400 transférés.

2005 est aussi marquée par la faillite de **Delphi** (35 000 salariés, déficit de 4,8 milliards \$ en 2004) qui s'est placé sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur la faillite. **Lear** a annoncé la suppression de 5 à 7 000 emplois dans le monde (6 % de ses effectifs).

► Compétition des territoires autour de l'excellence dans l'automobile

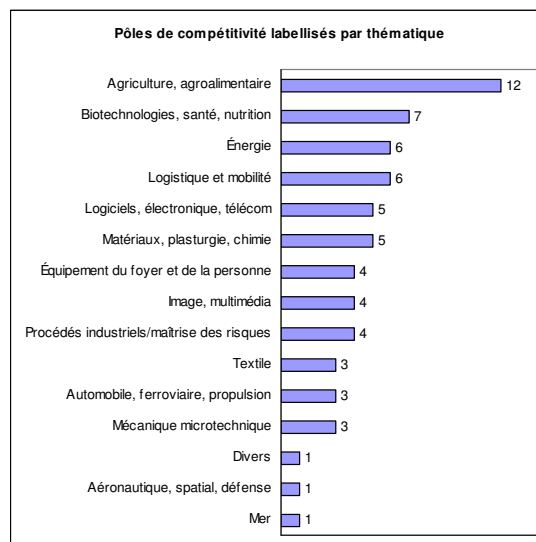
Le Grand Ouest est engagé dans un pôle de compétitivité "automobile haut de gamme" à vocation nationale et régionale. Animé par Performance 2010, il rassemble PSA, Heuliez (Cerisay), Scania (Angers) et des contacts ont été pris avec ACI (Le Mans). Des PME et un réseau d'enseignement et de recherche sont impliqués dans le projet : ENSIETA et ENSTB (Brest) , IRISA, ENS et Institut Maupertuis (Rennes), Ecole des Mines (Nantes), université du Maine (Le Mans).

"Automobile haut de gamme" est en concurrence avec le pôle "véhicule du futur" Alsace Franche-Comté à vocation nationale et régionale qui s'articule autour de deux thèmes principaux : le véhicule propre (l'environnement, les énergies nouvelles, la recyclabilité des composants des véhicules) et le véhicule intelligent (chapitre recouvrant l'électronique, la sécurité du conducteur...). Ce pôle, animé par PerfoEst, est constitué de 450 entreprises, dont deux constructeurs (PSA et General Motors), et représente environ 100 000 emplois (soit 21 % des effectifs de l'automobile en France 2^{ème} région après l'Ile-de-France) et 900.000 véhicules annuels.

Notons la constitution d'autres pôles importants, non labellisés, en ce domaine :

- **Vestapolis** (Satory ; Versailles ; Vélizy ; Mantes-la-Jolie ; St Quentin en Yvelines) est un centre d'essai des nouvelles technologies de sécurité routière et des énergies alternatives. Gérée par une SA et un conseil scientifique présidé par un industriel, cet équipement unique en Europe rassemble PSA Renault Valéo, Faurecia, Siemens, Sagem, l'Inrets... Il sera probablement labellisé pôle de compétitivité s'il fusionne avec le projet Normandy Motor Valley (Snecma, Renault).

- Le Mans et les Pays-de-Loire développent **l'Institut de l'automobile** autour du circuit des 24 heures et de l'usine Renault. 13 000 m² de plate-forme techniques seront dédiés à l'innovation. Cet investissement s'élève à 3,6 millions €.



Les pôles de compétitivité sont dotés de 500 millions € /an dont 130 millions € de crédits d'intervention, 100 millions € d'exonérations fiscales et allègements de charges et 270 millions € des agences suivantes : Agence Nationale de la Recherche (ANR), Agence pour l'Investissement International (All) et Oséo (ex ANVAR).

L'innovation, moteur de l'agroalimentaire

► Le lait

La restructuration de la production s'affirme. L'institut de l'élevage envisage deux scénarios français pour 2015 : 61 000 ou 75 000 éleveurs en activité à cette date (contre 105 000 actuellement et 380 000 en 1980).

Producteurs et transformateurs se sont entendus sur une baisse de 6,5 € pour 1 000 litres en septembre à laquelle s'est ajoutée une seconde baisse de 8,8 € pour 1 000 litres sur la période novembre-décembre. Les industriels ont obtenu la possibilité d'appliquer une baisse supplémentaire de 1,8 à 5,3 € sur quatre mois, selon les produits. Le lait destiné aux beurres et poudres sera moins bien rémunéré aux producteurs. Un fonds de solidarité destiné à compenser les différences de revenus entre les producteurs a été créé. Il est financé par une augmentation de 0,5 centime d'euro de la cotisation interprofessionnelle (1,22 € pour 1 000 litres). Mais les organisations

professionnelles ont précisé que ce dispositif ne pourrait pas être pérenne.

La crise du lait accélère les alliances. Le mouvement de concentration de l'appareil industriel se poursuit :

- Entremont Alliance (Entremont et Unicopa), autorisé par le conseil de la concurrence, collectera 2,2 milliards de litres de lait par an auprès de 9 000 producteurs.
- Nestlé (La Laitière, Sveltesse...) et Lactalis (BA, Bridélice...) s'allient dans le domaine des produits laitiers frais (yaourts, desserts, fromages frais). Ce partenariat vise à concurrencer Danone, détenteur de 30 % de ce marché (soit 4 milliards d'euros de vente).

Les entreprises locales du secteur laitier tentent de maintenir leur compétitivité :

- **Coralis** (225 salariés, Cesson-Sévigné) a confié la commercialisation de ses 100 millions de litres de lait annuels à Orlait (Compiègne, 3^{ème} opérateur UHT derrière

Sodiaal et Lactalis) mais reste indépendante et propriétaire de sa marque Agrilait.

- La **laiterie Nazart** (Fougères, 88 salariés) a été reprise par une coopérative créée ex-nihilo, la Blanche Hermine. Celle-ci collectera désormais les 90 millions de litres de lait auprès des 440 producteurs locaux.
- Jean Clanchin a transmis son entreprise **Triballat** (industrie du lait et du soja, Noyal-sur-Vilaine, 600 salariés, 272 millions € de CA) à son fils Olivier en décembre 2005.

La recherche dans les technologies laitières se développe :

- **L'Inra** (Saint-Gilles) a amélioré la qualité nutritionnelle du beurre (acides gras, carotènes, facilité à tartiner).
- **Armor Protéines** (Saint-Brice-en-Coglès, 200 salariés, 70 millions € de CA) a présenté ses recherches à Chicago, lors d'un symposium très fermé. Cela a nécessité quatre ans de préparation.
- **Pierre Jouan Biotechnologies** (Rennes), spécialisé dans la R&D sur le lait, a lancé la commercialisation de son complément nutritionnel luttant contre des problèmes dermatologiques. Il travaille aussi sur la lutte contre le cholestérol et les triglycérides.
- Le **professeur Jean-Louis Maubois** (retraité de l'INRA) a été nommé doyen honoraire de l'université de Harbin (Chine) où est implanté un institut de recherche sur le lait. Il organise des coopérations entre les deux instituts français et chinois.
- Deux ingénieurs de France-Telecom, récompensés par Oséo, ont créé **Medria**. Cette société développe des émetteurs radios, ingérés par les vaches et qui signalent par SMS tout signe clinique anormal (températures, rythme cardiaque...).

Dans l'agrochimie, le groupe **Rouiller** construit un ensemble immobilier à Dinard pour son centre de R&D spécialisé dans les process industriels. A terme, il abritera une quinzaine de chercheurs qui travailleront avec les universités.

► Autres produits agro-alimentaires

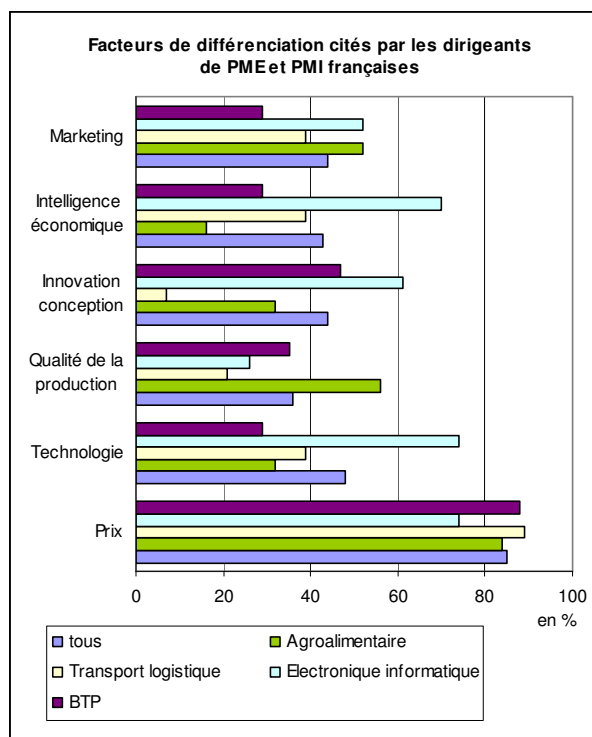
Le secteur local du pain et de la biscuiterie est dynamique : **Panavi** (Torcé, 1 250 salariés) embauche une centaine d'opérateurs de production. **Loc Maria** a réalisé 16 % de son CA à l'international. Elle a installé une antenne commerciale à Prague et a acquis, en France, Rougier, une biscuiterie qui emploie 75 personnes.

D'autres industriels locaux ont réalisé de gros investissements : **Kerviande** a consacré 2,5

millions € dans sa nouvelle usine située à Montauban de Bretagne. 2 500 m² d'ateliers permettront de tripler sa capacité de découpe qui atteindra 30 tonnes par semaine. 50 nouveaux commerciaux seront recrutés pour faire face à une croissance annuelle de 8 %. **Soréal** (Janzé) a porté sa surface industrielle à 1 400 m². Il a investi 150 000 € dans un équipement et souhaite s'agrandir et atteindre 27 personnes en fin 2005.

► 12 pôles de compétitivité agroalimentaires en France

Le secteur agroalimentaire – nutrition – santé compte 12 pôles de compétitivité labellisés mais souvent sur des produits très précis (végétal, céréales, viandes, fruits et légumes ou parfums) ou des orientations pointues (qualimed sur les aliments méditerranéens, agroressources sur les bioénergies...).



Source : KPMG Innovation plutôt que délocalisation. 2005.

Si le prix reste une donnée importante pour les dirigeants de PME de l'industrie agroalimentaire (85 % des chefs d'entreprises citent ce facteur spontanément), le marketing est cité par la moitié des dirigeants et l'innovation par 32 % seulement.

Le pôle breton **Valorial** (Valorisation par la recherche et l'innovation alimentaire) à vocation nationale et régionale est présidé par M. Michel Houdebine (PDG d'une société de plats cuisinés à Noyal-Pontivy). Il s'articule autour de quatre domaines : les technologies alimentaires, les

ingrédients fonctionnels, la microbiologie des aliments et la nutrition/santé. Valorial peut rentrer en compétition avec le pôle **Prod'innov** (Aquitaine, à vocation

nationale et régionale) qui vise le rapprochement des acteurs de l'agroalimentaire avec le monde de la pharmacie-santé.

Le pôle santé : un important acteur économique local

Le CHU et le CHP sont d'importants donneurs d'ordre dans divers domaines : Le **CHU** prévoit d'importants travaux d'investissements de 2005 à 2008. 52 millions € seront investis dans la transformation de l'Hôpital Sud de Rennes en structure hospitalière femmes-enfants appelée "Anne de Bretagne". Parallèlement 50,5 millions € seront consacrés à la construction d'un nouveau bâtiment pour les urgences et la réanimation. Par ailleurs, le CHU s'interroge avec la Ville de Rennes sur l'avenir d'une partie du site de l'Hôtel Dieu. Il s'est en outre équipé de logiciels de partage de l'information et de gestion de projet selon la norme ISO 9000 version 2000.

Le CHP (centre hospitalier privé) de Saint-Grégoire rassemble désormais 150 médecins et 650 salariés. Il est classé en tête du palmarès des cliniques privées de décembre 2005, établi par l'Express d'après l'analyse de 6,6 millions de dossiers de patients hospitalisés dans 770 établissements privés. Il rassemble 118 médecins actionnaires, sans qu'aucun d'eux ne puisse détenir plus de 3 % des parts.

Les PME et jeunes pousses de la nutrition/santé se consolident :

- Un docteur en microbiologie vient de créer **Villitech** à Saint-Lunaire. Cette entreprise, accompagnée par Rennes-Atalante et une société anglaise, développe un traitement de l'obésité qui réduit la capacité d'absorption de l'intestin grêle.
- **Mémométal Technologies** (alliages pour le secteur médical, Bruz) compte désormais 27 personnes et son CA atteint 2,1 millions €.
- **Vitalitec** (conception de matériels médicochirurgicaux, Domalain, 14,5 millions € de CA) a élargi son capital et réalise 50% de ses ventes à l'exportation
- **Eurocell diagnostic** (production de réactifs, Chartres de Bretagne) recrute des opérateurs de production.

- **HMCE** (spécialisée en matériel de désinfection et de stérilisation, Taillis, 3,5 millions €) a doublé sa surface industrielle pour atteindre 1 600m² dont 1 100m² d'ateliers. Cet investissement correspond également au projet de déploiement de son activité sur les marchés européens.
- **Goëmar** (Saint-Malo, 145 salariés) a été récompensée par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) pour ses recherches en actifs marins pour la santé.
- **ABC texture** (recherche dans les produits cosmétiques, Saint-Malo) a conclu un contrat avec une société chinoise.

D'autres filières bénéficient du dynamisme des établissements de santé :

- Le **Groupe TC** (Cesson-Sévigné) développe à l'intention des structures médicales et paramédicales des systèmes portables de communication et de suivi des malades, des solutions de surveillance...
- **Médicargus** vient d'être créée à Rennes. Cette société de courtage recherche les meilleures offres de produits médicaux auprès de 2 500 fournisseurs pour le compte des structures hospitalières, de médecins...
- **Etiam** développe un logiciel pour répondre au cahier des charges technique du dossier médical personnel (DMP) qui sera testé en France en 2006. Une grande base documentaire regroupera les épisodes de soins d'un patient ; Ce serveur sera interrogé par un généraliste, un orthopédiste ou encore l'hôpital, qui a de son côté ses propres bases de données. Etiam est coauteur du standard qui permet d'échanger tous les types de documents dans une syntaxe commune.

Consolidation du pôle rennais en électronique, informatique, réseaux, images

► Electronique de la Défense

L'assureur-crédit Euler-Sfac estime que seuls les marchés de niche à forte valeur ajoutée et non délocalisables comme l'électronique pour la Défense, l'aéronautique et l'automobile, sont viables à moyen terme. Ce sont les secteurs sur lesquels sont essentiellement positionnés les établissements rennais.

Cette stratégie de recentrage sur des secteurs clés est mise en place par Thalès Microelectronics qui a cédé sa branche électronique grand public à des investisseurs privés. Suite à la création de cette nouvelle société appelée **TES**, la production de cartes électroniques notamment pour l'automobile a été transférée du Grand-Fougeray à Langon.

Par ailleurs, la direction de l'usine **Thalès** de Châteaubourg a présenté un plan de réduction d'effectifs. 54 postes sur 485 emplois totaux sont menacés. En 2003, l'entreprise a perdu 10 millions €, en 2004, 7 millions € à nouveau. A ce rythme, les pertes avoisineraient les 6 millions € entre 2005 et 2007. L'analyse menée par la direction met aussi en avant un sureffectif à Châteaubourg.

► Technologies d'accès aux réseaux

Le pôle rennais renforcé par le développement de France Telecom et la reprise de Mitsubishi par Motorola

- En mars 2005, 80 salariés de Mitsubishi Melco Mobile Communications rejoignent une nouvelle structure : **Renesas Design France**. Celle-ci est un joint venture japonais entre Mitsubishi et Hitachi, chargé de travailler sur la 3^e génération de téléphonie mobile.
- En avril 2005, **Mitsubishi Melco Mobile** a annoncé la fermeture de son site cesson nais. L'entreprise abandonne l'Europe et les Etats-Unis pour se replier sur son marché domestique Asie Pacifique (Chine-Japon). Par ailleurs, depuis deux ans la filiale européenne a enregistré des pertes de l'ordre de 100 millions €, les deux derniers modèles commercialisés par Bouygues Telecom ayant été des échecs commerciaux. **Motorola** reprend les 146 ingénieurs et techniciens de ce centre (122 ingénieurs +

24 autres qualifications) qui continuera de travailler sur les technologies i-mode pour la proposition de bouquets de services Internet sur les téléphones portables. Motorola France ne cache pas que l'effectif variera selon les ventes obtenues. Le géant américain va faire de sa nouvelle implantation "une structure de portée européenne, voire mondiale". Jusqu'à présent, Motorola restait en effet insuffisamment structuré dans les technologies i-mode avec un seul laboratoire implanté aux Etats Unis. En France, le groupe possède à Toulouse un autre centre de R&D pour les terminaux mobiles formés de 350 ingénieurs, mais les logiciels développés ne sont pas liés à l'i-mode.

- Le groupe **France Télécom** a annoncé un important effort en R&D (+ 20 % par an entre 2006 et 2010). Or 45 % des chercheurs de ce groupe sont dans le Grand Ouest : 550 à Rennes, 1 250 à Lannion. Une centaine d'embauches sont donc prévues en 2006 et 2007 sur ces deux sites.

Elles s'accompagnent d'un plan de restructuration immobilière des sites rennais : début 2008 France Télécom quittera les locaux de la Mabilais, à Rennes pour rejoindre un bâtiment qui va être construit en contrebas des locaux actuels de France Télécom R&D à Atlante Beaulieu, sur des réserves foncières. Cette extension pourrait à terme accueillir 200 personnes.

Par ailleurs, Transpac et Equant envisagent une construction supplémentaire. Abandonné en 2002, suite à la crise Internet, ce projet prévoit un nouvel immeuble sur la zone des Champs Blancs, relié au bâtiment existant par une passerelle au-dessus du boulevard des Alliés.





Cette stratégie de l'opérateur historique français annonce des perspectives favorables de développement pour les entreprises sous-traitantes.

La convergence numérique : le marché cible des PME rennaises

L'image numérique est un secteur en essor d'autant que l'Union européenne prévoit l'arrêt de la diffusion de la télévision en analogique pour 2012. De nombreuses PME rennaises innoveront en ce domaine.

- **Teamcast** s'est installée dans 800 m² à Espace Performance. Cette société s'attend à une forte croissance car elle fabrique des modules entrant dans la fabrication des émetteurs pour la diffusion de la télévision numérique terrestre (TNT). Elle renforce son pôle de 20 ingénieurs par 5 recrutements.
- **Envivio** (créée en 2000 suite à un essaimage de France Telecom, siège à San-Francisco) et **Iwedia** (fondée par Gaétan Louis, 90 emplois à Rennes) élaborent des supports informatiques pour faciliter la compatibilité entre les deux normes MPEG 2 et MPEG 4. Les deux sociétés ont reçu le soutien du ministère de l'industrie.
- **Simecom** s'est installée dans un nouvel ensemble immobilier à Rennes Atalante Saint-Sulpice et envisage un développement grâce à sa spécialisation sur le MPEG 4.
- **Enensys**, créée en 2004 par des ingénieurs de France-Telecom, compte 12 salariés et atteint 1,2 millions € de CA. Elle développe des produits de convergence entre TNT, téléphone mobile et postes informatiques.
- **Niji**, spécialisée dans la convergence numérique (Cesson-Sévigné, 100 salariés, 11 millions €), annonce 15 recrutements.
- **Inta Ouest** (Rennes, 22 salariés) envisage aussi sur une forte croissance.
- **Embeddia**, fondée en 2004 par quatre anciens salariés de Philips compte déjà 15 salariés et 1 million de CA. Elle développe des composants qui permettent d'améliorer la qualité de réception de la TNT.
- **Nextamp** (Cesson-Sévigné, 23 salariés) a été rachetée par Thomson. Sa technologie de tatouage vidéo, qui permet aux producteurs d'émissions de repérer la diffusion de celles-ci par des chaînes de télévision, intéresse le groupe français.
- **Cinéact** a déposé un brevet de conception et diffusion de publicités au cinéma en format numérique. Cette technique permet de réduire les coûts de création des spots qui peuvent être, en outre, modifiés en temps réel. La société s'intéresse aux marchés européen et américain.
- **Innès**, fondée par deux anciens salariés de Itis-Harris, conçoit et commercialise des technologies pour l'affichage numérique des panneaux publicitaires ou informatifs. **Digidia**, créée par quatre anciens salariés de Itis-Harris, développe des produits et services liés à la radio numérique.

Performances et utilisateurs des différentes technologies d'accès aux réseaux

Les performances des différentes offres				
	Fibre optique	Ligne téléphonique (xDSL)	WiMAX	Cellulaire (UMTS, HSDPA)
				
Débit	Jusqu'à 100 Gbps	Jusqu'à 100 Mbps	10 Mbps	Jusqu'à 14 Mbps
Mobilité	Faible	Faible	Moyenne	Forte
Portée/couverture	Longueur du câble	Moins de 500 mètres du central téléphonique	De 10 à 20 kilomètres	Les villes et les axes fréquentés
Usage	Interconnecter les réseaux d'entreprise	Offrir des services de télévision HD, d'Internet et de téléphone au grand public	Internet à haut débit	Télécharger du contenu multimédia personnel (musique, vidéo à la demande)

Les utilisateurs auxquels elles sont destinées				
Grandes entreprises				
PME en ville				
PME en campagne				
Télétravailleur				
Foyer urbain				
Employé nomade				
	Totalemement adaptées	Moyennement adaptées	Ne conviennent pas	

Source : L'usine nouvelle

4 réseaux permettent de recevoir des flux de données : la fibre optique (dont le déploiement des réseaux est relativement cher mais très adapté aux entreprises grosses consommatrices de débits), la ligne téléphonique en cuivre (qui couvre l'ensemble du territoire mais dont le débit est moindre), le sans fil ou Wimax dont la puissance de 10 Mbps à 20 km permet de rivaliser avec les coûteux cellulaires (UMTS).

La qualité des réseaux est le défi actuel :

- **Astellia** (optimisation de la qualité des réseaux de téléphonie mobile) emploie désormais 80 personnes et a décroché un contrat avec Meteor, le troisième opérateur d'Irlande.
- **Wavetel** (Ploemeur) a ouvert une antenne commerciale dans la pépinière Atalante du Rheu. Ce spécialiste du test et de la mesure des accès ADSL et SDL espère y développer son marché.
- Le réseau qui interconnecte les sites de défense, les bases aériennes, les ports et les garnisons en France intégrera IPV6 en 2006. C'est une conséquence des recherches menées au **CELAR** (Centre d'Électronique de l'Armement, Bruz) depuis 10 ans. Le codage actuel ne permet de créer que 4 milliards d'adresses internet. Avec IPV6, le nombre est beaucoup plus élevé et les problèmes de traduction d'adresses sont supprimés. De grands réseaux d'échanges d'informations peuvent alors être créés.

► SSII

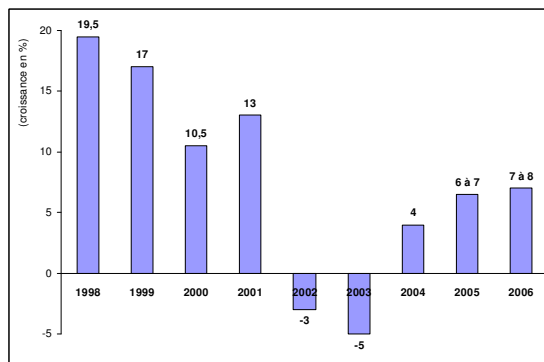
Les sociétés de services informatiques aux entreprises (SSII) connaissent une reprise de leurs activités dans le Grand-Ouest. Elles recrutent des commerciaux pour élargir leurs marchés.

- Le groupe lyonnais **Sully** ouvre en mai deux agences à Rennes et Nantes pour développer ses activités.
- L'agence rennaise **SII** recrute 110 personnes et **Ausy**, **Alten** et **Elios Informatique** annoncent également des embauches à Rennes et dans le Grand Ouest. **Sopra** recherche 25 ingénieurs, **Somaintel** recrute 5 commerciaux.
- **Simecom** (55 salariés) compte sur un doublement de ses contrats. Elle s'est installée dans de nouveaux locaux sur Atalante Saint-Sulpice .
- **Sodifrance** (Rennes, 600 salariés) crée une cellule de R&D avec l'école des mines de Nantes et recrute 80 personnes (ingénieurs et commerciaux).
- **Odaxys** (Saint-Grégoire et Nantes, 150 personnes, 10 millions € de CA) a été rachetée par Infotel, une société parisienne spécialisée dans les base de données et applications internet, côtée à la bourse de Paris, afin de compléter ses activités.

Cette dynamique locale fait écho au marché national, en croissance. Syntec Informatique constate une croissance de 6 à 7 % en 2005 : l'infogérance poursuit sa croissance tandis que le conseil et les progiciels retrouvent un certain

dynamisme. Après avoir subi un recul des prix, les professionnels perçoivent une légère hausse des prix facturés. En 2006, Syntec attend une croissance de 6 à 8 %.

Croissance du marché des logiciels et des services informatiques en France



Source : Syntec Informatique

Les SSII ont connu deux années de recul en 2002 et 2003 mais la reprise est confirmée en 2005. Syntec Informatique estime que le recours à des prestataires dans les pays à bas coûts (ou "Off-shore" ou "global sourcing") ne représente que 2 % du marché actuellement. Il devrait atteindre 6 % à moyen terme.

► Internet

L'heure est à la maturation pour les start-up de l'Internet. Leur modèle économique a été revu, suite à l'éclatement de la bulle. Désormais, les sociétés se tournent vers le développement de la qualité d'Internet (sécurité et qualité des réseaux, odeurs et sensations tactiles).

- Dans le domaine de l'hébergement de sites, **Openlog** (Saint-Grégoire) est reprise par Genius (Paris). **Artful** (Rennes, 24 personnes) a décroché des contrats auprès de Véolia Environnement, Airbus et Faurecia.
- **Régionsjob** (diffusion d'offres d'emplois sur internet) dont le siège est rennais annonce un doublement de son chiffre d'affaires qui atteint 4,2 millions €.
- Net-Asq, une entreprise lilloise, a pris le contrôle **d'Intranode**. Celle-ci avait vu le jour en 2001 par essaimage de France-Télécom sur des questions de sécurité sur internet (pare-feux). Le groupe maintient une dizaine d'ingénieurs à Rennes.
- **Exhalia** (Saint-Malo, née d'un essaimage de France-Télécom Rennes en 2004) a levé des fonds pour acheter des brevets afin de mettre au point la diffusion d'odeurs sur internet. Elle a une filiale à Osaka (Japon).

- Notons aussi la recherche de l'IRISA sur le toucher. Il s'agit de donner l'illusion de percevoir le relief d'une image lorsque l'utilisateur manipule la souris et passe sur l'image avec son curseur. Démonstration sur <http://www.irisa.fr/tactiles/>

► Ingénierie technologique

L'application industrielle de l'informatique, de l'électronique et des télécommunications se développe.

- **Ségula Technologies** annonce des recrutements pour ses sites de Lorient et Bruz, qui travaillent essentiellement pour la DCN et PSA. 60 ingénieurs et techniciens sont recherchés.
- **BA Système** (Mordelles) atteint 70 collaborateurs et 7,7 millions € de CA. Elle commercialise des systèmes de convoyage automatique et de chariots sans guide pour l'industrie. **Still** (50 salariés, Chantepie) a obtenu "l'étoile du design 2005" de l'Agence pour la Promotion de la Création Industrielle pour son préparateur de commandes.
- **Edixia** (Vern-sur-Seiche, 83 salariés) reprend une société d'optique à Budapest afin de s'assurer une présence auprès de ses clients à l'Est (automobile, agroalimentaire). Elle a signé un accord de partenariat avec le leader mondial de la fabrication de technologies de vision industrielle 3D.
- 50 % du chiffre d'affaires de **Atlantic RF** (Châteaubourg) s'effectue désormais à l'export. Ses modules électroniques de radiofréquence permettent des mesures à distance (télépéage, relevés à distance...).
- **Medi Systèmes** (Cesson Sévigné) recherche des ingénieurs pour développer des logiciels de gestion de production.

► Le pôle de compétitivité "Image et réseaux" et ses rivaux

Christiane Schwartz (chargée de recherche chez France-Telecom) préside le pôle "**Images et réseaux**" à vocation mondiale, installé à Lannion. 70 entreprises dont quatre PME ont rejoint l'association.

L'ANR vient déjà d'accorder 4,7 millions € pour un premier projet, "Mobimages", qui vise à développer de nouveaux services sur les mobiles et rassemble 18 partenaires dont France Telecom, Thales, Alcatel, TF1, Ouest-France, France Television...

"Image et réseaux" est principalement en concurrence avec "Image, Multimédia et Vie Numérique", pour le volet images et avec deux autres pôles sur le volet réseaux.

- Le Pôle "**Image, Multimédia et Vie Numérique**" est un pôle francilien, labellisé à vocation mondiale. Il s'organise autour de 3 axes de développement : renforcer la création de contenus numériques, comprendre les usages et accroître la pertinence des produits et services multimédias, et réaliser un saut quantitatif et qualitatif en matière d'ingénierie.
- "**Solutions communicantes sécurisées**", pôle mondial porté par PACA et Côte d'Azur (Sophia Antipolis), rassemble Alcatel, Space, Amadeus, Atmel, Gemplus, HP, IBM, Philips, SAP, STM, Texas Instruments... L'objectif est d'intégrer des matériels et des logiciels pour transmettre, échanger, traiter des informations de manière sécurisée et fiable. Les marchés visés sont les composants électroniques, les étiquettes électroniques, les cartes à puce, les sous systèmes pour télécommunications mobiles, les transactions, les satellites de télécommunications...
- **Systematic** (Ile-de-France, pôle mondial) recouvre la construction d'ensembles numériques interconnectés (téléphone, automobiles, systèmes de transports terrestres ou aériens, réseaux de distribution, de réservation, dossier médical personnalisé). Les quatre grands marchés sur lesquels il se positionne sont les télécoms, la sécurité, l'automobile et le transport, ainsi que l'ingénierie de conception.

Transport-logistique : un secteur en demi teinte

Le secteur des transports a affronté en 2005 la flambée du prix du baril de pétrole. Selon Patrick Lahaye, "20 % des sociétés de transport vont se trouver en cessation de paiement d'ici mai 2006. Le poste carburants est passé de 20 % à 26 % des charges de sa société." Ces difficultés risquent de renforcer le fait que les logisticiens français sont davantage des proies que des acquéreurs sur le marché européen en restructuration.

Néanmoins, les projets de plates-formes dédiées continuent de se développer :

- Le **CMER-Carrefour** a annoncé son transfert de Cesson au Rheu sur 40 000 m² dans la zone de la Croix Verte. Il y emploiera 400 salariés à terme. **Casino** va créer une plate-forme à Saint-Méen-le-Grand sur la plate-forme Easydis. **Lidl** construira un ensemble immobilier de 30 000 m² à Liffré, le long de l'A84, pour ses approvisionnements dans le nord Bretagne et en Normandie.

- **Supersport** (vêtements et équipements de sport) étend sa plate-forme logistique de Chantepie. Elle gagnera 2 000 m² en 2006. **Royer** (chaussures) agrandit son entrepôt de Javené par un ensemble de 6 000 m².
- **TNT** a déposé un permis de construire afin d'étendre sur 1 000 m² supplémentaires ses surfaces d'entrepôt de fret à Airlande. L'établissement de 38 salariés y renforce ses activités internationales.

Rappelons enfin que 2005 est marquée par la mise en service de l'A28 Tours - Le Mans - Rouen via Alençon qui double, à l'est, l'autoroute des Estuaires, fragilisant l'émergence d'une fonction logistique de rang européen dans la région rennaise. Avec l'ouverture de l'A 85 Angers-Vierzon, la Touraine disposera d'infrastructures routières intéressantes pour les logisticiens, qui pourraient donc se détourner de l'étoile autoroutière rennaise.

L'axe A 28 – A 10 concurrence l'autoroute des estuaires A84 – A 83



Source : Cofiroute

Neuillé-Pont-Pierre (Nord de Tours) devrait accueillir un important pôle d'activités qui sera desservi par l'A 28, la RD 766 (Blois-Angers), ainsi que la voie ferrée et l'A 10. "De nombreux investisseurs dans la logistique mais aussi des entreprises ont commencé à retenir des surfaces. Il y est projeté une zone d'une centaine d'hectares au départ qui pourra par la suite être doublée, voire triplée". Joël Pélicot, président de la communauté de communes Gatines-Choisille, conseiller général du canton de Neuillé-Pont-Pierre. In : La Nouvelle République 12 décembre 2005.

BTP et immobilier : une communication axée sur les difficultés de recrutement

Le secteur du bâtiment et de l'immobilier bénéficie d'une conjoncture favorable. Les entreprises du BTP se font discrètes. Elles communiquent essentiellement sur leurs difficultés de recrutement. Les articles de presse portent également sur les gros programmes de bureaux lancés par les promoteurs. Quatre pôles dynamiques sont identifiés :

- **Atalante Champeaux** : EDF y installe 250 collaborateurs. Eiffage réalise le futur Hôtel de l'Équipement (DDE et DRE) sur 7 900 m² et un hôtel de 80 chambres y verra le jour ;
- la **gare TGV** (8 000 m² de bureaux par Bouygues Immobilier) ;
- le quartier **Clémenceau** (5 000 m² par Arc Immobilier) ;
- La **Courrouze** : le Crédit agricole de Bretagne veut y construire son siège social sur 20 000 m² pour 45 à 50 millions €, 450 personnes y travailleraient.

2005 marque aussi la création d'une antenne de Rennes Atlante à Saint-Malo. Une ZA de 70 ha sera aménagée à cette fin sur le site de Blanche Roche (échangeur de Saint-Jouan-des-

Guérets). Un hôtel d'entreprises de 1500 m² y accueillera les jeunes pousses.

D'autres grands projets de BTP sont annoncés :

- La **Région Bretagne** décide de ne pas construire avant de connaître le nombre de ses nouveaux collaborateurs. Elle installe une partie de ses équipes au parc de la Bretèche à Saint-Grégoire pendant 18 mois, puis le personnel rejoindra le quartier rennais Ile de France, dans un immeuble neuf à construire. La Région l'occupera à partir de la mi-2006 moyennant un bail de 6 années. À terme, elle installera l'ensemble de son personnel sur un même site, vraisemblablement dans l'espace Patton occupé aujourd'hui et qui dispose de réserves foncières.
- Le **centre pénitentiaire** de Rennes-Vezin (12 ha, 3 500 m², 690 détenus) sera bâti par GTM Construction. Sa construction mobilisera 200 ouvriers pendant 2 ans. 56 millions € seront nécessaires à ce projet dont la construction débutera en 2006.
- **Lafarge Granulats** a renforcé sa présence en Bretagne pour anticiper deux grands chantiers de TP : le TGV et l'aéroport Notre-Dame-des-Landes.

Des services aux entreprises discrets mais dont la croissance est bien orientée

► Intérim, recrutement, RH

Le marché de l'interim, en forte croissance, voit de nouveaux entrants : **Michael Page** ouvre une agence à Rennes. Son objectif est de se rapprocher de sa clientèle bretonne et normande. **Ermes Prestations** implante une antenne généraliste à Rennes qui complétera celles de Vannes, Lorient, Laval, Nantes et Tour. **Abaka Conseil** (8 consultants en accompagnement managérial) s'installe à Ker Lann et recrute 2 personnes supplémentaires.

► Communication, marketing, publicité

La presse locale consacre de nombreux articles à ses confrères, les entreprises de communication. Ce secteur semble se consolider. Il renforce le pôle rennais spécialisé dans la presse, l'imprimerie et la publicité.

- **Adhoc** a organisé l'opération "TER Bretagne à 1 euro" (9 000 billets) et s'est vue confier le marché du groupement Thalasso Bretagne.

- **Potion Magique** (5 personnes, Rennes) consolide et développe sa clientèle (Groupama Loire-Bretagne, Gerinter Interim, Archipel Habitat, PSA, Stalavan, Renouard...)
- **ML communication** (Rennes) est rachetée par l'ex directrice régionale Ouest des éditions Hachette Filipacchi. Cette entreprise est spécialisée dans les relations presse (plusieurs festivals bretons, Meito, Inter bio). Sur ce même créneau, **Station Debout** (Rennes, 5 collaborateurs) se consolide.
- **Alter Expo**, agence de communication événementielle s'est installée à Saint Grégoire afin de disposer de davantage d'espace nécessaires à son développement.
- **Spectaculaires** (conception d'événements lumière et image, 12 personnes à temps plein, 50 intermittents) a quitté Saint-Grégoire pour 2 200 m² à Saint-Thurial mais sa filiale **Parcours lumière** (scénographie lumière) y est demeurée. Notons que cette entreprise bretonne a décroché un important marché de parc à thème en Tunisie.